

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

Réunie à Paris le 21 janvier 2016 la Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE tire la sonnette d'alarme.

En premier lieu la persistance de l'état d'urgence, la loi sur le renseignement, les dispositions pénales à venir ainsi que la perspective d'une modification constitutionnelle avec notamment la déchéance de nationalité, à laquelle FORCE OUVRIERE est opposée, menacent de plus en plus les libertés individuelles et collectives.

En second lieu les récentes déclarations du Président de la République sur le Code du travail, sur l'évolution du CICE en nouvelles exonérations de cotisations sociales ou encore sur l'assurance chômage annoncent une remise en cause du modèle républicain assurant une égalité de droit entre les salariés et ancrent la politique économique et sociale dans une logique libérale et d'austérité dangereuse socialement, économiquement et démocratiquement.

Face à une telle situation, la Commission Exécutive réaffirme le soutien de FORCE OUVRIERE à la grève et aux manifestations du 26 janvier 2016 dans les fonctions publiques et la Sécurité sociale et, conformément à la résolution du Comité Confédéral National du 8 octobre 2015, décide d'accroître la pression par une large information des salariés afin de préparer une réponse interprofessionnelle.

Adoptée à l'unanimité

Paris, 21 janvier 2016